

Le Niger



La Peine de Mort

Soumis par: The Advocates for Human Rights, Coalition nigérienne contre la peine de mort - CONICOPEM NIGER, Coalition Ensemble Contre la Torture (ECT-NIGER), Réseau Progrès et Développement Humanitaire du Niger (REPRODEVH NIGER), Syndicat National des Agents de la Formation et de l'Éducation du Niger (SYNAFEN NIGER), Convergence Nationale pour la Promotion des Droits des Femmes et Enfants (CONPRODFE NIGER), Plateforme les Défenseurs de Droits (PDD), Observatoire National des Lieux de détention (OLIDE NIGER), et la Coalition mondiale contre la peine de mort

MÉCHANISME

L'Examen périodique universel

SESSION

52e session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

DATE DE L'EXAMEN

4 Mai 2026

Sommaire: Le Niger n'a pas ratifié ni adhéré au deuxième protocole facultatif au Pacte international relative aux droits civils et politiques visant à l'abolition de la peine de mort. Le Niger est classé comme abolitionniste dans la pratique, mais les autorités continuent de prononcer des condamnations à mort, et la peine de mort s'autorise pour des crimes qui ne répondent pas au critère des <<crimes les plus graves>>. Les conditions de détention ne se conforment pas aux normes internationales en matière de droits humains. Les organisations de la société civile se confrontent à des difficultés pour obtenir des informations précises sur les personnes condamnées à mort, y compris des femmes. Car elles n'ont pas les moyens de suivre et faire le monitoring des tous les procès criminels. Mais elles collaborent avec des bonnes relations avec les autorités judiciaires et pénitentiaires.

Le Niger est abolitionniste dans la pratique, mais les tribunaux continuent de prononcer des condamnations à mort.

- Le Niger autorise la peine de mort pour des plusieurs crimes, y compris les crimes qui ne répondent pas au critère du seuil <<le plus grave>>.
- La loi nigérienne prévoit la peine de mort pour certaines infractions, notamment le vol précédé ou suivi d'un viol et le vol de bétail précédé ou suivi d'un viol, d'un enlèvement ou de l'utilisation d'armes à feu (à moins que l'auteur de l'infraction ne restitue l'animal ou ne verse une indemnisation à la victime).
- Les autorités n'ont procédé à aucune exécution depuis 1976, ce qui a conduit Amnesty International à classer le Niger comme <<abolitionniste dans la pratique>>.
- Les tribunaux nigériens continuent de prononcer des condamnations à mort, dont au moins 8 en 2025, 16 en 2024, au moins 8 en 2023, et au moins 4 en 2022, après une brève interruption en 2021.
- En 2024, les projets de nouveau code pénal et de nouveau code de procédure pénale publiés en 2023 étaient en attente d'adoption par le Conseil des ministres, une étape nécessaire avant leur soumission à l'Assemblée nationale pour un vote. Il est difficile de dire comment ces projets de loi affecteraient la portée ou l'applicabilité de la peine de mort.

Les conditions de détention échouent à se conformer aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

- Les conditions de détention, notamment pour les personnes condamnées à mort, violent les normes internationales en matière de droits de l'homme. Les personnes en détention éprouvent la surpopulation, l'insalubrité, la vétusté des installations, l'insuffisance des équipements de santé et la malnutrition.
- À la suite de la crise nigérienne de 2023-2024, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme a publié une circulaire datée du 29 mai 2024 suspendant jusqu'à nouvel ordre toutes les visites des organisations de défense des droits de l'homme dans les prisons nigériennes. Cette circulaire reste en vigueur.

Le Niger manque de transparence à l'égard des personnes condamnées à mort, y compris les femmes.

- En 2024, la société civile était conscient d'une seule femme condamnée à mort.
- Les ONG nigériennes continuent le monitoring des assises criminelles et du suivi de la détention, et confirment que ces dernières statistiques citées plus haut restent encore provisoire.

Recommandations

- Accélérer des mesures pour adopter le projet de code pénal et de code de procédure pénale, donner la priorité à l'adoption de dispositions garantissant que les autorités commuent systématiquement toutes les peines de mort.
- Lever la suspension des visites des organisations de défense des droits de l'homme dans les lieux de détention et faciliter ces visites.
- Mettre en place l'Observatoire National des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales.
- Abolir la peine de mort et la remplacer par des peines justes, proportionnées et conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- Ratifier le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- Dans l'intervalle, modifier le Code pénal afin de limiter la peine de mort aux infractions impliquant un homicide volontaire commis par l'accusé.
- Ordonner à tous les magistrats impliqués dans la condamnation en matière pénale de considérer les éléments de preuve atténuants dans toutes les affaires passibles de la peine capitale, indépendamment de toute disposition légale qui pourrait exiger la peine de mort obligatoire, et commuer les peines de toutes les personnes condamnées à mort en vertu de la peine de mort obligatoire en attendant la possibilité de nouvelles audiences de détermination de la peine.
- Au moins une fois par an, publier des données exhaustives sur toutes les personnes condamnées à mort et actuellement sous le coup d'une condamnation à mort, ventilées par genre/sexe, infraction pour laquelle elles ont été condamnées, la date de l'infraction, lien avec les victimes ou les coaccusés, état d'avancement des recours ou des demandes de clémence, et emplacement actuel.
- Veiller à ce que tous les magistrats chargés de prononcer des peines dans les affaires passibles de la peine capitale reçoivent une formation complète sur la discrimination fondée sur le genre, la violence sexiste et les tactiques de contrôle coercitif susceptible d'amener les femmes à commettre des infractions passibles de la peine de mort.